



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°580 du 11 au 17 juin 2026

ANTITERRORISME

L'ÉTAU SE RESSERRE

DIASPORA

LE TRÉSOR DU RETOUR

AIGLES

LE PARI DA SILVA



TRAVAIL DES ENFANTS

L'ÂGE DES FARDEAUX

Malgré les lois, le travail des enfants reste massif au Mali, nourri par la pauvreté, l'insécurité, la déscolarisation, l'agriculture, l'orpaillage et la domesticité. Le combattre suppose de faire appliquer les textes, sans ignorer les familles qui dépendent encore de cette main-d'œuvre pour survivre.

GRATUIT

Ne peut être vendu

MEIWAY

JOSEY

EMMA'A

FRANGLISH



TOUS LES VENDREDIS A 21H00
DES LE 12 JUIN SUR **CANAL+**
MAGIC

**REABONNEZ-VOUS
A VOTRE FORMULE HABITUELLE**

30 JOURS OFFERTS**

A TOUTES LES CHAÎNES

36 555

**OFFRE VALABLE DU 1ER JUIN AU 30 JUIN 2026. REABONNEZ-VOUS A VOTRE FORMULE HABITUELLE ET PROFITEZ DE TOUTES LES CHAÎNES CANAL+ (HORS OPTIONS) PENDANT 30 JOURS.

COÛT D'UN APPEL LOCAL SELON VOTRE OPÉRATEUR

ÉDITO

Environnement : Le temps de l'action de terrain

La 27^{ème} édition de la Quinzaine de l'Environnement, lancée le 6 juin 2026 à Bamako, intervient dans un contexte où la question écologique occupe une place de plus en plus visible dans le quotidien des Maliens. Elle se lit dans les rues encombrées d'ordures, les caniveaux obstrués, les cours d'eau menacés par les déchets plastiques, les fumées issues du brûlage volontaire et la disparition progressive du couvert végétal.

Il faut reconnaître l'importance de ces moments de mobilisation. Ils rappellent que la protection de l'environnement concerne l'État, les collectivités, les partenaires, les jeunes, les médias et chaque citoyen. Ils permettent aussi de replacer l'assainissement, la lutte contre la pollution et la préservation des ressources naturelles au centre du débat public.

Mais l'urgence impose désormais une étape supplémentaire. La sensibilisation doit trouver son prolongement dans des actions plus régulières, plus proches des populations et plus faciles à évaluer. Les quartiers ont besoin d'un ramassage plus constant des ordures, les caniveaux d'un curage avant l'hivernage, les espaces reboisés d'un suivi réel, les communes d'objectifs clairs et les citoyens d'alternatives accessibles pour réduire les déchets.

L'environnement ne peut plus être seulement un rendez-vous annuel. Il doit devenir une discipline collective, entretenue dans les écoles, les familles, les marchés, les services publics et les communes. Innover, aujourd'hui, c'est faire de la Quinzaine de l'Environnement non pas une simple parenthèse mais le point de départ d'une présence plus forte sur le terrain, avec des résultats visibles et durables.

MASSIRÉ DIOP

LE CHIFFRE

3 600 milliards

C'est le montant en francs CFA des créances douteuses brutes enregistrées dans l'UMOA fin mars 2026. Publié ce 9 juin, ce risque est présenté comme maîtrisé par les autorités financières.

ILS ONT DIT...

« Il me plaît de vous rappeler que le but de la formation est de vous faire acquérir les réflexes militaires, d'inculquer et de développer en vous certaines valeurs civiques et morales telles que l'humilité, la modestie, le courage, la ponctualité, l'esprit d'équipe et de camaraderie, le sens élevé du devoir et le sens de l'État ». **Abdou Kassi I. Fomba, ministre de la Jeunesse**, s'adressant aux agents de la 7^{ème} cohorte de formation du SNJ, le 9 juin 2026 à Bapho.

« Plus de trois mois après, cette crise a déjà induit des pressions notables sur les prix des produits énergétiques et des perturbations des circuits d'approvisionnement, consécutives à la fermeture du Détroit d'Ormuz. L'impact sur l'inflation reste pour l'instant limité ». **Jean-Claude Kassi Brou, Gouverneur de la BCEAO**, à l'ouverture de la session ordinaire du Comité de politique monétaire, le 10 juin 2026.

RENDEZ-VOUS

12 - 14 juin 2026 :

Finale de la Karaté One Premier League 2026, Rabat (Maroc)

16 - 19 juin 2026 :

Logistica Africa Expo, El Kram Expo Center, Tunisie

19 juin 2026 :

Concert Reggae Vibe, Carrefour des Jeunes, Bamako

26 - 28 juin 2026 :

Festi School, Mémorial Modibo Keïta, Bamako

UN JOUR, UNE DATE

10 juin 1980 : L'African National Congress (ANC) publie la première grande déclaration politique de Nelson Mandela depuis son incarcération en 1964.



La Professeure Rokia Sanogo, figure de la recherche malienne, a recouvré la liberté le 6 juin 2026, après avoir été placée sous mandat de dépôt le 15 mai dans une affaire liée à la gestion présumée de fonds publics.



Les journalistes **Chahana Takiou** et **Abderrahmane Keïta** ont été placés sous mandat de dépôt à Bamako, par le Pôle anti-cybercriminalité. Ils sont poursuivis dans deux procédures liées à des propos ou publications jugés attentatoires au crédit de l'État.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le Président béninois, **Romuald Wadagni**, reçu par son homologue malien, **Assimi Goïta**, lors de sa visite de travail et d'amitié au Mali, le 9 juin 2026.

TRAVAIL DES ENFANTS : PROTÉGER SANS IGNORER LA PAUVRETÉ

À l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants, célébrée chaque 12 juin, il faut rappeler que le Mali reste confronté à un phénomène qui touche l'école, la santé et l'avenir de millions d'enfants. Malgré les textes, la pauvreté, l'insécurité, la déscolarisation et certaines pratiques sociales entretiennent un travail précoce dont la fin exige l'application des lois, mais aussi des alternatives durables pour les familles.

FATOUAMATA MAGUIRAGA

Au Mali, le travail des enfants s'observe partout, même si son ampleur est plus forte en milieu rural. Selon l'Enquête modulaire sur le travail des enfants, EMTE 2020, menée par l'Institut national de la statistique avec l'appui du Bureau international du Travail, 35% des enfants de 5 à 17 ans travaillent, soit 2,5 millions de personnes. Parmi eux, 2 millions sont astreints au travail des enfants à abolir et 1,7 million effectuent des travaux dangereux. Ces chiffres rappellent l'urgence des actions à entreprendre. Le travail des enfants concerne les activités exercées par les moins de 18 ans lorsque celles-ci compromettent leur scolarité, leur santé, leur sécurité ou leur développement. Dans un contexte de pauvreté persistante, sortir les enfants du cercle du travail reste un défi majeur. Lorsque la récolte baisse, que l'école ferme, que l'insécurité bouleverse les moyens de subsistance ou que les parents n'ont pas d'activité stable, l'enfant devient parfois une main-d'œuvre disponible. Son travail est souvent présenté comme une aide, alors qu'il peut vite devenir une privation d'enfance.

Cadre légal Le Mali a ratifié la Convention n°138 de l'Organisation internationale du Travail sur l'âge minimum d'admission à l'emploi et la Convention n°182 sur les pires formes de travail des enfants. Cet arsenal est complété par le Code du travail, le décret n°96-178/P-RM du 13 juin 1996 et l'arrêté n°2017-4388/MTFP-SG du 29 décembre 2017 sur les travaux dangereux interdits aux moins de 18 ans.

Conformément à cette législation, le travail des enfants à abolir concerne les enfants trop jeunes pour travailler, ceux qui exercent des activités au-delà des travaux légers autorisés, ainsi que les adolescents de 15 à 17 ans engagés dans des travaux dangereux. Le nouveau Code pénal de 2024 renforce aussi la répression de certaines formes d'exploitation touchant les enfants, notamment la traite, le travail forcé, la mendicité forcée, l'esclavage, la servitude et le recrutement d'enfants dans les conflits armés. Mais ces avancées doivent encore se traduire par une application effective sur le terrain. La responsabilité de l'État ne s'arrête donc pas à l'adoption des lois. Elle se mesure aussi à leur application dans les champs, les marchés, les maisons, les sites d'orpaillage, les ateliers et les zones de déplacement. Dans son rapport 2024 sur les pires formes de travail des enfants, le Département américain du Travail estime que le Mali n'a réalisé que des progrès minimaux,

Lorsque l'école disparaît du quotidien, le travail précoce progresse plus facilement, surtout dans les familles déplacées ou accueillies par des communautés déjà fragilisées.

malgré certaines avancées législatives. Le même rapport relève l'insuffisance des services sociaux et de réhabilitation, ainsi que l'absence d'une politique couvrant toutes les pires formes de travail des enfants.

Inégales vulnérabilités Les enfants au travail subissent tous les impacts négatifs du phénomène, mais l'âge, le



Des enfants au travail dans un champ de mil à Yangasso dans la région de Ségou.

sexe et le lieu de résidence accentuent les risques. Selon l'INSTAT, environ 20% des enfants de 5 à 17 ans travaillent uniquement, tandis que 15,5% combinent travail et école. Parmi les autres, une partie va à l'école à plein temps, tandis que beaucoup ne sont ni à l'école ni au travail. Le phénomène est plus marqué en milieu rural. Environ 40,1% des enfants y travaillent ou combinent travail et école, contre 18,6% en milieu urbain. Cette différence s'ex-

plus de 45 000 enfants seraient impliqués dans l'orpaillage artisanal au Mali. Ils y sont exposés à des substances toxiques, à la poussière, aux longues heures de travail, aux charges lourdes, aux fortes chaleurs et aux risques d'éboulement. Ces enfants transportent de l'eau, concassent des pierres, tamisent ou assistent les adultes, souvent au détriment de l'école et de leur santé. Cette aggravation est également relevée par des acteurs nationaux. Le Directeur de la

REPÈRES

Age minimum légal d'admission au travail :
15 ans

Population totale d'enfants de 5-17 ans :
7 166 337

Enfants au travail :
2 509 797

de 2 320 écoles fermées perturbent la scolarité d'environ 696 000 enfants et affectent près de 13 920 enseignants. En 2026, près de 2 millions d'enfants auraient besoin d'un appui éducatif. Lorsque l'école disparaît du quotidien, le travail précoce progresse plus facilement, surtout dans les familles déplacées ou accueillies par des communautés déjà fragilisées. Les filles restent très exposées. Leur travail est souvent moins visible, car il se déroule dans la maison, chez des parents ou chez des employeurs privés. À Bamako et dans d'autres villes, des jeunes filles venues de zones rurales travaillent comme aides domes-

tiques, parfois avant 15 ans, sans contrat, sans horaires clairs et sans protection. Cette domesticité précoce compromet leur scolarité, leur santé et leur autonomie future.

Réticences Pour sortir les enfants du travail, la sensibilisation est indispensable, mais elle ne suffit pas. Pour plusieurs parents, le travail de l'enfant constitue une source de revenus ou d'économies dont la famille peut difficilement se passer. Un enfant qui garde les animaux, aide au champ, vend dans la rue ou travaille dans une maison permet parfois au ménage de survivre. Demander aux familles de renoncer à cette contribution sans leur offrir une alternative économique risque donc de produire peu d'effets. Il faut aussi tenir compte des représentations sociales. Dans certains milieux, le travail précoce est perçu comme une forme d'éducation ou de préparation à la vie adulte. La frontière entre aide familiale et exploitation devient alors difficile à tracer. Le défi est de convaincre, de protéger sans ignorer la pauvreté et de rap-

peeler que l'apprentissage ne doit jamais mettre en danger l'enfant ni l'éloigner durablement de l'école.

Pistes de solutions L'État a accompli des progrès avec la mise en place de mécanismes de lutte contre le travail des enfants. La Cellule nationale de lutte contre le travail des enfants, rattachée à la Direction nationale du Travail, constitue un outil de coordination et de suivi. Mais cet outil ne peut produire des résultats que s'il dispose de moyens suffisants, d'une présence dans les régions et d'une capacité à travailler avec les inspections du travail, les écoles, les collectivités, les services sociaux, les ONG et la justice. L'une des mesures utiles est la Stratégie de scolarisation accélérée passerelle, qui donne aux enfants non scolarisés ou en abandon scolaire une seconde chance pour réintégrer le système formel. Initiée par la Fondation Strømme, elle a été expérimentée à partir de 2004. En 2011, les ONG GRADE-COM et CAEB, agréées par le ministère de l'Éducation, ont ouvert 100 centres dans les cercles de Kati, Kolo-kani, Banamba et Bougouni. Ces programmes doivent être renforcés et adaptés aux zones touchées par l'insécurité, l'orpaillage et les migrations saisonnières. Mais ils doivent aller avec des cantines scolaires, des fournitures, des appuis aux familles vulnérables, des activités génératrices de revenus pour les parents et un meilleur accès à la protection sociale. La lutte contre le travail des enfants passe aussi par le travail décent des adultes. Le 12 juin doit donc être plus qu'une date de rappel. Protéger les enfants exige de faire respecter la loi, de fermer les portes de l'exploitation et de rouvrir celles de l'école. Mais cela exige aussi d'aider les familles à vivre sans dépendre du travail de leurs enfants. C'est à ce prix que le Mali pourra offrir une alternative durable à ceux qui travaillent trop tôt. ■

3 QUESTIONS À



SEYDOU KEITA

Chargé de programme à Enda Tiers Monde

1 Quel regard portez-vous sur le travail des enfants au Mali ?

Le constat est alarmant, malgré les efforts de l'État. Il faut donc que l'État tienne ses engagements, en particulier concernant les pires formes de travail des enfants, qui entravent leur épanouissement et leur vie.

2 Comment expliquer la persistance du phénomène malgré les interdictions légales ?

On peut parler d'un manque de volonté politique en ce qui concerne la mise en œuvre des textes. La pauvreté des parents demeure également un défi majeur. Par ailleurs, beaucoup de parents n'ont pas toujours conscience du danger encouru par les enfants, surtout dans les cas de pires formes de travail.

3 Quelles peuvent être les pistes de solutions ?

S'agissant de ce phénomène, il faut poursuivre la sensibilisation des parents et des communautés. Il faut aussi assurer la mise en œuvre des engagements pris par l'État. Enfin, une meilleure coordination des activités entre les différents acteurs est indispensable. Il existe un cadre de concertation qui réunit les acteurs œuvrant dans ce domaine, mais, en dehors des projets à exécuter, il n'est pas suffisamment actif. Il faut donc le dynamiser et élargir la coordination au niveau national.

TRAVAIL DES ENFANTS : UN FLÉAU MONDIAL

Dans le monde, 200 millions d'enfants ont une activité économique. Parmi eux, 160 millions travaillent dans des conditions interdites par la loi. Cela représente un enfant sur dix parmi les 5 - 17 ans, dont la moitié travaille dans des conditions dangereuses.

FATOUmata MAGUIRAGA



Un enfant sur un site d'orpaillage en RDC.

Sur les 222 millions d'enfants qui travaillent dans le monde, 160 millions exercent dans des conditions contraires aux normes internationales prescrites. Selon l'OIT et l'Unicef, 79 millions d'entre eux travaillent dans des conditions jugées dangereuses. Des activités dans les champs familiaux au travail forcé, ces enfants subissent les effets néfastes d'un emploi précoce et dangereux.

Entre 2000 et 2020, le travail des enfants a reculé, passant de 245 millions, soit 16% des 5 - 17 ans, à 85 millions en 2020. Mais depuis 2016 la lutte semble stagner. Si la proportion d'enfants concernés, soit 9,6%, n'a pas bougé, la population infantile a augmenté de près de 10 millions en 2020.

L'Afrique plus touchée
L'Afrique est la région du monde où le nombre d'enfants travail-

leurs est le plus élevé. Ils sont 92 millions, soit 20% des 5 - 17 ans. Cette proportion atteint 24% en Afrique subsaharienne. Sur le continent, 41 millions d'enfants, soit 10% des 5 - 17 ans, effectuent un travail dangereux. En Asie, la part des enfants qui travaillent illégalement est de 6%. Près de 3 enfants sur 4 travaillant dans des conditions contraires aux conventions internationales sont employés par leur famille et ne sont pas rémunérés. Seuls 17% occupent des emplois salariés et 11% sont considérés comme des travailleurs indépendants. L'agriculture arrive en tête des secteurs qui emploient illégalement 70% des enfants dans des conditions souvent dangereuses. Alors que la part des enfants employés dans l'industrie a reculé de 12% à 10% de

2016 à 2020, le secteur des services progresse à 20% en 2020, contre 17% en 2016. Le travail des enfants est similaire selon les tranches d'âge, autour de 10% pour les 5 - 11 ans et les 15 - 17 ans et de 9% pour les 12 - 14 ans. Alors que le travail des enfants de 12 à 14 ans a reculé, celui des jeunes enfants est resté le même entre 2008 et 2020. Le travail des enfants concerne un peu plus les garçons (11%) que les filles (8%). Mais l'OIT reconnaît une certaine sous-estimation du travail des filles en raison des tâches domestiques ou de la prostitution, souvent peu observées. Lorsque l'on tient compte des 21 heures de tâches domestiques accomplies par semaine, l'écart entre filles (11%) et garçons (12%) se réduit. Même si les enquêtes ne déterminent pas l'impact du travail sur l'échec ou la réussite scolaire, 65% des enfants de 5 à 17 ans qui travaillent vont aussi à l'école, mais 35% d'entre eux ne sont pas scolarisés. ■

TRAVAIL DES ENFANTS : UNE PRÉVALENCE PRÉOCCUPANTE

Le Mali reste confronté à une forte prévalence du travail des enfants, malgré le cadre juridique national et international. La pauvreté, l'insécurité, la déscolarisation, l'orpaillage, les travaux agricoles, la domesticité et les petits métiers de rue exposent encore de nombreux enfants à des activités précoces dangereuses.

CADRE JURIDIQUE

Convention n°138 de l'OIT, 1973, sur l'âge minimum de travail

Convention n°182 de l'OIT, 1999, sur les pires formes de travail des enfants

Code du travail, 1992, modifié en 2017

Décret n°96-178/P-RM, 1996, sur la durée et les conditions de travail

Arrêté n°2017-4388/MTFP-SG, 2017, complétant la liste des travaux dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans
Âge légal d'admission à l'emploi au Mali : **15 ans**

ENFANTS AU TRAVAIL

Au Mali, **35%** des enfants participent au travail, soit environ 2,5 millions de personnes.

Garçons : **35%**

Filles : **35%**

Urbain : **18,6%**

Rural : **40,1%**

TRAVAIL DES ENFANTS À ABOLIR (toutes formes de travail non autorisées)

28,3% des enfants sont astreints au travail des enfants à abolir, soit environ 2 millions.

Garçons : **29,8%**

Filles : **26,5%**

Urbain : **14%**

Rural : **32,6%**

TRAVAIL DANGEREUX

16,4% des enfants effectuent des travaux dangereux, soit environ 1,17 million. Ces activités exposent les enfants à des risques pour leur santé, leur sécurité, leur scolarité ou leur développement.

FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS À ABOLIR

Travail de production pour la consommation personnelle (effectué par un enfant pour la production de biens pour la consommation)

Garçons : **84,6%**

Filles : **88,4%**

KOWBEYE!



CHAQUE SAMEDI | 20H15

T M 1

La télé qui vous allume !

INFO • CULTURE • DIVERTISSEMENT

DIASPORA MALIENNE : PASSER DES TRANSFERTS MONÉTAIRES AUX PROJETS

Les Diaspora Impact Days se tiendront les 11 et 12 juin 2026 au CICB de Bamako. L'objectif est de convertir une partie de l'apport des Maliens de l'extérieur en projets économiques suivis, au-delà des transferts familiaux.

MASSIRÉ DIOP

Cette rencontre, placée sous la présidence du ministre Mossa Ag Attaher, s'inscrit dans la continuité du premier Forum international de la diaspora. Elle prépare aussi la deuxième édition du FID, prévue du 16 au 18 juillet 2026 à Bamako, sous le thème « Diaspora malienne et investissements productifs : bâtir un Mali économiquement fort et durable ». Ce calendrier traduit une volonté de passer d'une mobilisation générale à des mécanismes plus opérationnels. L'enjeu est considérable. Selon les données de la Banque mondiale, les transferts personnels reçus par le Mali ont atteint environ 1,09 milliard de dollars en 2024, soit un peu plus de 4% du PIB. Ces fonds soutiennent les familles, financent la santé, l'éducation, le logement et les dépenses quotidiennes. Leur orientation vers l'entreprise, l'agriculture moderne, l'industrie locale, le numérique, l'énergie ou les services est toutefois limitée. Les Diaspora Impact Days veulent répondre à cette difficulté par des outils pratiques. Les

Transferts reçus 2024 :
1,09 milliard \$

Poids dans le PIB 2024 :
4,1%

Fonds de résilience 2025 :
200 millions FCFA



Diaspora Impact Days veut orienter les investissements de la Diaspora malienne vers des projets économiques.

panels doivent aider à identifier les secteurs porteurs. Les ateliers et masterclasses peuvent renforcer la préparation des porteurs de projets. Les rencontres B2B doivent rapprocher entrepreneurs, investisseurs, institutions financières et partenaires d'accompagnement. Les sessions de pitch permettront de présenter des initiatives innovantes, tandis que le Club des 100 est annoncé comme un réseau de mobilisation dont les contours devront être précisés. La rencontre de juin prendra tout son sens si elle débouche sur des dossiers solides, des contacts suivis et des engagements vérifiables. L'édition de juillet du FID prévoit des

échanges sur le financement, l'environnement des affaires, le transfert de compétences, la mise en relation, la structuration des projets et un guichet unique d'accompagnement pour les investisseurs de la diaspora. C'est sur ces outils que reposera sa crédibilité. Signalons que la contribution de 200 millions de francs CFA remise fin 2025 au Fonds de résilience a montré une capacité de mobilisation collective. Pour aller plus loin, il faudra des garanties, des procédures simples, une information fiable et un suivi des retombées. La diaspora peut devenir un levier économique puissant si l'investissement au pays devient plus sûr, plus lisible et mieux accompagné. Autrement, les annonces risquent de s'éteindre sans effet durable sur les entreprises, les jeunes et les territoires. ■

EN BREF

AFRICA COLLECTIVE GENEVA : RENDEZ-VOUS ÉCONOMIQUE AFRO-SUISSE

Africa Collective Geneva se tiendra les 18 et 19 juin 2026 à Genève, autour du thème « Africa in a New Global Economy : Trade, Capital, Impact ». Ce rendez-vous entend réunir décideurs, investisseurs, entreprises, institutions financières et acteurs du développement autour des nouvelles dynamiques économiques entre l'Afrique, la Suisse et les marchés internationaux. Le programme s'étendra sur deux jours. Le 18 juin sera consacré à des rencontres fermées, sur invitation, avec des échanges autour des entreprises innovantes, des matières premières et de la finance. Une réception réservée aux partenaires et membres est prévue. La journée du 19 juin sera consacrée au Swiss-African Business Day, au Geneva Marriott Hotel. Les organisateurs annoncent plus de 400 participants, plus de 200 organisations représentées, plus de 30 pays, 15 sessions thématiques et plus de 50 intervenants. Le réseau Africa Collective revendique également 15 000 participants engagés, plus de 250 partenaires et membres, plus de 150 rencontres de haut niveau organisées et plus de 15 ans d'impact. Les secteurs mis en avant concernent les infrastructures, la santé, les matières premières, les minerais, les métaux et l'agrobusiness. La rencontre vise à faciliter les partenariats et les opportunités d'investissement. ■

56,5 milliards pour Moov Africa Malitel, au profit des consommateurs plaignants. Cette évolution relance le débat sur la protection des usagers, la transparence des services télécoms et le droit au libre choix dans un secteur devenu essentiel au quotidien. Elle rappelle l'importance d'une information claire avant toute activation de service payant ou facturable pour chaque client. ■

Répondeurs téléphoniques Le libre choix désormais consacré

Au Mali, le service des répondeurs téléphoniques connaît une évolution importante. Depuis le 6 juin 2026, la messagerie vocale n'est plus activée par défaut sur les lignes téléphoniques, conformément aux nouvelles dispositions réglementaires prises par l'Autorité malienne de régulation des télécommunications, des TIC et des postes (AMRTP). Orange Mali l'a confirmé dans un communiqué adressé à sa clientèle,

en précisant que ses équipes travaillaient à permettre la réactivation du service pour les abonnés qui souhaiteraient l'utiliser. Cette mesure concerne aussi les autres opérateurs disposant du service, notamment Moov Africa Malitel. Elle répond à une revendication ancienne des consommateurs, qui dénonçaient la facturation des appels automatiquement renvoyés vers les répondeurs. Le principe retenu repose désormais sur

le consentement. L'abonné doit pouvoir choisir d'activer ou non sa messagerie vocale, tandis que l'appelant ne devrait être facturé qu'en cas de dépôt volontaire d'un message. Le dossier a déjà donné lieu à un long contentieux judiciaire. En 2023, la Cour suprême avait confirmé la condamnation d'Orange Mali et de Moov Africa Malitel dans l'affaire de la facturation du répondeur. Les montants cités atteignaient 115,3 milliards de francs CFA pour Orange Mali et

CRISE ÉNERGÉTIQUE LE PARADOXE MALIEN

La crise énergétique qui perdure au Mali depuis quelques années a fortement impacté l'activité économique. Entre déficit chronique et potentialités en énergie solaire, le pays n'a pas encore trouvé son modèle. Ces infographies seront diffusées dans l'émission Entreprendre sur TM1 le 16 juin 2026.



VIOLENCES ARMÉES : BLESSÉS ET DÉPLACÉS EN PREMIÈRE LIGNE

Plus d'un mois après les attaques coordonnées du 25 avril, les conséquences humanitaires restent visibles dans plusieurs régions du Mali. Blessés, déplacements, structures de santé sollicitées et perte de moyens de subsistance rappellent que les civils demeurent les premiers exposés à la dégradation sécuritaire.

MAHAMED KENOVI



Distribution de vivres par le CICR à Sévaré.

Dans une note opérationnelle publiée le 9 juin 2026, le Comité international de la Croix-Rouge fait état de pertes en vies humaines, de blessés, de nouveaux déplacements et d'une fragilisation des services essentiels. Ces répercussions touchent des zones déjà éprouvées par l'insécurité, l'éloignement des structures de prise en charge et les difficultés d'accès aux biens de première nécessité. À Mopti, seize blessés ont été pris en charge après les violences enregistrées dans les cercles de Bandiagara et de Bankass, avec l'appui médical du CICR à l'hôpital régional. Des médicaments, du matériel médical et des équipements ont aussi été fournis aux structures sanitaires de Gao et de Mopti pour soutenir leur capacité de réponse.

L'UNICEF avait aussi signalé après les attaques une école affectée dans la région de Mopti, avec la scolarité d'au moins 300 élèves perturbée, ainsi qu'un centre de santé communautaire touché à Gao, réduisant l'accès aux soins pour près de 2 700 enfants.

Les déplacements de populations constituent une autre conséquence directe des violences.

Les déplacements de populations constituent une autre conséquence directe des violences. À Sévaré, une centaine de familles déplacées ont reçu des biens essentiels avec l'appui du CICR et de la Croix-Rouge malienne. À Bandiagara, plus de 650 familles ont bénéficié de kits ménagers et d'une aide financière destinée à l'achat de vivres.

La protection des civils est un enjeu majeur dans les zones affectées. Le CICR indique poursuivre son dialogue avec les autorités et les parties concernées sur le respect des civils, des blessés, du personnel de santé et des infrastructures indispensables, notamment les centres de soins et les installations d'approvisionnement en eau. Les violences ont aussi des conséquences sur les liens familiaux. Des activités de rétablissement des contacts se poursuivent au profit de personnes déplacées, de détenus et de familles séparées par le conflit, notamment à travers le suivi de personnes disparues ou arrêtées. Cette situation s'inscrit dans une crise humanitaire durable.

En 2025, les actions du CICR avaient touché environ 1,1 million de personnes au Mali, malgré une baisse de 15% de son budget. Pour 2026, l'organisation prévoit environ 33 milliards de francs CFA d'interventions. L'enjeu est surtout de maintenir l'accès aux soins, à l'eau, aux vivres et à la protection dans les localités affectées. ■

EN BREF

GOVERNANCE LOCALE : DAKAR ACCUEILLE LES COLLECTIVITÉS AFRICAINES

Du 10 au 12 juin 2026, Dakar va abriter trois rencontres consacrées à la gouvernance territoriale africaine, sous le haut patronage du Président sénégalais Bassirou Diomaye Diakhary Faye. Elles réuniront Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique), le Réseau des Femmes Élues Locales d'Afrique (REFELA) et l'Association des Maires du Sénégal (AMS), organisatrice de l'événement. Les travaux se tiendront au King Fahd Palace, dans une séquence qui intervient après l'Assemblée générale tenue en mars à Nouakchott, marquée par le renouvellement du leadership politique de CGLU Afrique. Trois rendez-vous sont annoncés : la 35ème session du Comité exécutif de l'organisation, le colloque international du REFELA et l'Assemblée générale électorale du Réseau des femmes élues locales. Le colloque du REFELA, prévu le 11 juin, portera sur le leadership féminin comme facteur de développement territorial durable, avec l'appui du ministère sénégalais chargé de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires. Le lendemain 12 juin, l'Assemblée générale électorale devra installer un nouveau Bureau exécutif pour un mandat de trois ans. Le Comité exécutif examinera les comptes 2025, le cadre stratégique de relance et la préparation de la participation africaine au Congrès mondial de CGLU, prévu à Tanger du 22 au 25 juin 2026. CGLU Afrique revendique 17 000 collectivités locales regroupées au sein de 51 associations nationales. L'enjeu est d'affirmer la place des territoires africains dans les politiques publiques, la décentralisation, la diplomatie locale et le développement durable. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

KOULIKORO : 6 859 LITRES DE CARBURANT SAISIS

À Koulikoro, plus de 6 859 litres d'essence et de gasoil saisis dans plusieurs localités doivent être mis en vente cette semaine par les services compétents. Selon la Direction régionale du Commerce et de la concurrence, l'opération concerne 409 bidons interceptés ces derniers mois lors de contrôles menés avec les forces de sécurité, notamment la gendarmerie. La valeur du stock est estimée à plus de 4 millions de francs CFA. Les produits, d'abord placés sous l'autorité du Parquet, ont été remis à la Direction régionale du Commerce pour les formalités administratives. À en croire le Directeur régional Seydou Gadiaga, les recettes seront intégralement versées au Trésor public. La vente se fera à travers des stations-service agréées afin d'éviter le retour du carburant dans les circuits frauduleux et de protéger les consommateurs. Cette opération intervient dans un marché marqué par des tensions d'approvisionnement et une spéculation persistante locale. ■

COCAÏNE VERS L'EUROPE : FREETOWN AU CŒUR DU COULOIR OUEST-AFRICAIN

Le rapport The Arconian operation, publié le 8 juin 2026 par la Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC), analyse une saisie record de cocaïne sur l'Atlantique. Il place Freetown, en Sierra Leone, au centre d'un dispositif maritime reliant l'Amérique latine, l'Afrique de l'Ouest et l'Europe.

MASSIRÉ DIOP



La capitale de la Sierra Leone, Freetown est une plaque tournante du trafic de cocaïne de l'Amérique latine vers l'Europe.

Le dossier part de l'interception de l'Arconian, le 1er mai 2026, au large du Sahara occidental. À bord de ce vraquier battant pavillon des Comores, les autorités espagnoles ont saisi 30,2 tonnes de cocaïne. Le navire avait quitté Freetown le 22 avril, après quatre jours passés au quai Elizabeth II. Selon le rapport, la cargaison aurait très probablement été chargée dans ce port avant son acheminement vers le nord de l'Atlantique. L'Arconian transportait 17 membres d'équipage philippins et 6 hommes armés, 5 Néerlandais et un Surinamais.

Les enquêteurs ont aussi relevé plus de 42 000 litres d'essence à bord, un volume pouvant servir au ravitaillement de petites embarcations rapides chargées de récupérer la drogue en mer. La GI-TOC ne présente pas cette affaire comme isolée. Elle affirme avoir identifié au moins huit voyages similaires depuis 2024, à partir de Freetown ou d'eaux proches de l'Afrique de l'Ouest, vers des zones situées au large du Maroc, des Îles Canaries, de l'Espagne ou de la Libye. Trois navires sont étudiés en détail, l'Arconian, le White Eagle et le White Labelle, auxquels

Proche-Orient Une trêve fragile à l'épreuve des missiles

La reprise des hostilités au Proche-Orient place la trêve régionale sous pression. Le 7 juin 2026, l'Iran a tiré des missiles vers Israël, après des frappes israéliennes menées contre des positions liées au Hezbollah à Beyrouth. Dans la nuit du 7 au 8 juin, Israël a répliqué par des frappes contre des sites militaires et de défense en Iran. Ces tirs et ripostes constituent le plus grave échange direct entre les deux pays depuis le cessez-le-feu du 8 avril 2026. Ils interviennent alors que Washington et Téhéran discutaient d'une prolongation de la trêve, avec l'appui diplomatique d'Oman et d'autres médiateurs régionaux.

Les États-Unis ont appelé à la retenue, tout en maintenant leur soutien à Israël. L'Iran accuse Washington de porter une responsabilité politique dans l'escalade. Le Yémen s'est également invité dans la crise. Les Houthis ont revendiqué un tir vers Israël et annoncé le 8 juin une interdiction visant la navigation israélienne en mer Rouge. Ces développements fragilisent les perspectives de désescalade et exposent plusieurs fronts, du Liban à l'Iran en passant par la mer Rouge. Le dossier est suivi de près par les chancelleries, inquiètes pour les négociations encore en cours et la sécurité maritime régionale. ■

s'ajoutent six autres bâtiments repérés dans un même schéma de navigation, de propriété ou de changement de pavillon. Le rapport mentionne deux transbordements de 10 tonnes chacun au large de la Sierra Leone dans les six mois précédant la saisie, ainsi qu'un transfert de 14 tonnes ayant atteint le Ghana en février 2026. Ces mouvements représenteraient 34 tonnes supplémentaires. Il rappelle aussi une saisie de 9 tonnes liée au White Labelle en 2019 et celle de 8 tonnes annoncée en Allemagne le 3 juin 2026 sur un navire parti de Sierra Leone.

Pour la GI-TOC, ces éléments décrivent une organisation logistique fondée sur des ports secondaires, des cargos anciens, des changements de pavillon et des transferts en mer. Signalons aussi que le Mali, le Burkina Faso et le Niger ne sont pas présentés comme impliqués dans cette opération maritime précise. Le rapport relève enfin la baisse des prix de gros de la cocaïne en Europe, passés de 28 000 euros le kilo en 2021 à 15 000 euros en 2025, un indicateur d'une forte disponibilité du produit sur le marché européen. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE Océans en tension : le climat fragilise les littoraux

Publié le 8 juin 2026, le 3ème Rapport mondial des Nations unies sur les Océans indique que les mers subissent des pressions croissantes, entre réchauffement, pollution, surpêche, déchets plastiques, acidification et montée du niveau marin. Ces phénomènes fragilisent les équilibres marins et les populations dépendantes de la mer. Le rapport précise également que le rythme d'élévation du niveau marin aurait doublé en dix ans, passant d'environ 2 mm par an avant 2015 à 4,3 mm en 2023. Cette accélération expose davantage les villes côtières aux inondations, à l'érosion et à la salinisation des terres agricoles. Les conséquences concernent aussi la pêche, les ports, le commerce maritime et la sécurité alimentaire. En Afrique de l'Ouest, plusieurs villes littorales, de Dakar à Lagos, tout comme Abidjan, Conakry, Freetown et Cotonou, sont concernées. La question devient aussi économique et sociale, avec des mesures d'adaptation de plus en plus urgentes. Les États côtiers sont ainsi appelés à renforcer la planification urbaine, la protection des côtes et les systèmes d'alerte. ■

AIGLES DU MALI : ANTHONY DA SILVA INVESTI D'UNE MISSION AMBITIEUSE

La Fédération malienne de football (FEMAFoot) a officialisé le 8 juin 2026 la signature du contrat d'Anthony Da Silva comme sélectionneur des Aigles. Le technicien franco-portugais est attendu pour porter un projet axé à la fois sur les résultats et le développement du football national.

MOHAMED KENOUI



Anthony Da Silva est le nouveau sélectionneur des Aigles pour les 3 prochaines années.

Les contours de la mission confiée à Anthony Da Silva sont désormais connus. Le technicien franco-portugais arrive avec des objectifs élevés, allant de la qualification du Mali à la Coupe du monde 2030 à une présence durable dans le dernier carré des prochaines Coupes d'Afrique des Nations. Lié à la FEMAFoot pour les trois prochaines années, le nouveau patron des Aigles devra d'abord conduire le Mali à la CAN 2027, avant d'y atteindre les demi-

finale. L'instance dirigeante du football national attend également une qualification pour l'édition suivante, avec, cette fois-ci, une place en finale comme objectif affiché. À plus long terme, le chantier majeur reste la qualification à la Coupe du monde 2030. Mais le projet défendu par Anthony Da Silva ne se limite pas aux seuls résultats de l'équipe nationale. Dès l'annonce de sa nomination, le 4 juin, la FEMAFoot avait souligné sa volonté de s'inscrire dans un travail de fond articulé autour de la perfor-

mance, de la valorisation du championnat national et de l'accompagnement des talents locaux.

Un suivi permanent du football local L'une des spécificités de ce projet réside dans la présence permanente du sélectionneur à Bamako. La FEMAFoot a indiqué qu'Anthony Da Silva résidera au Mali afin de suivre de près les compétitions nationales, d'observer les joueurs évoluant dans les clubs locaux et de renforcer la collaboration avec la Direction technique nationale. Sur le plan sportif, son arrivée pourrait marquer une évolution dans l'animation des Aigles. Alors que l'équipe avait, sous l'ancien sélectionneur Tom Saintfiet, privilégié une organisation très rigoureuse et défensive, Da Silva est réputé pour des systèmes davantage tournés vers la maîtrise du ballon et l'initiative offensive. Son approche s'appuie principalement sur le 4-2-3-1, avec la possibilité d'évoluer en 4-3-3 selon les profils disponibles. Ancien joueur passé notamment par le Portugal et la Roumanie, Anthony Da Silva a ensuite exercé comme entraîneur dans plusieurs clubs portugais avant d'intégrer le staff du Cameroun entre 2019 et 2022. Plus récemment, il dirigeait le Politehnica Iași, en première division roumaine. Le Mali constituera son premier grand défi international en tant que sélectionneur principal d'une équipe nationale. ■

CARTONS DE LA SEMAINE

Après un premier passage chez les Aiglonnets en 2018, **Sékou Seck dit Bako** reprend les rênes de l'équipe nationale cadette. Le technicien a été nommé le 9 juin sélectionneur des Aigles U17, en remplacement de Demba Mamadou Traoré. Il a pour mission de remporter le tournoi UFOA-A U17 2026 et de qualifier le Mali pour la CAN U17 2027.

Les États-Unis ont refusé le 7 juin 2026 l'entrée sur leur territoire à l'arbitre somalien Omar Abdulkadir Artan, élu meilleur arbitre africain de l'année par la CAF et retenu par la FIFA parmi les officiels devant diriger des rencontres de la Coupe du Monde 2026. Privé de participation à la compétition, le Somalien est rentré dans son pays le 10 juin.

Coupe du Monde 2026 Coup d'envoi ce jeudi

La Coupe du Monde de la FIFA 2026 débute ce jeudi 11 juin avec le match d'ouverture entre le Mexique et l'Afrique du Sud. Cette édition s'annonce historique à plus d'un titre. Organisée conjointement par les États-Unis, le Canada et le Mexique, elle est la première à être accueillie par trois pays. Autre nouveauté majeure : le tournoi passe de 32 à 48 équipes, réparties en 12 groupes de 4 nations. Ce nouveau format porte le nombre total de rencontres à 104, contre 64 lors des précédentes éditions. Les deux premiers de chaque groupe ainsi que les huit meilleurs troisièmes accéderont à une phase à élimination directe élargie, comprenant désormais des seizièmes de finale. La compétition s'étendra sur un peu plus d'un mois, du 11 juin au 19 juillet 2026, date de la finale prévue au MetLife Stadium, dans l'État du New Jersey, aux États-Unis. ■



SEMAINE CULTURELLE DE MOPTI : LA VENISE MALIENNE EN VITRINE

La Semaine culturelle et artistique de Mopti a démarré le 8 et se poursuit jusqu'au 14 juin 2026. Selon les éléments annoncés, l'événement porte sur la valorisation des expressions locales, la promotion des talents régionaux et l'animation de la vie culturelle dans la ville.

MASSIRÉ DIOP



La Semaine culturelle de Mopti est à sa 4ème édition.

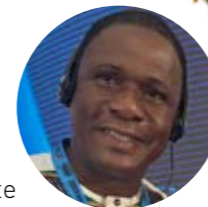
Le programme détaillé de l'édition 2026 prévoit plusieurs activités phares appréciées du grand public, comme des animations artistiques et culturelles. Les informations disponibles indiquent également que la manifestation s'inscrit dans la continuité des éditions précédentes, organisées par la Mairie de Mopti et ses partenaires. En 2024, la deuxième édition avait été annoncée du 19 au 23 juin autour du thème « La culture, facteur de paix, de sécurité et de développement ». Les acti-

vités prévues comprenaient un concours inter-quartiers, des concerts et l'ouverture du Centre artistique et culturel de Mopti. L'édition 2025 avait ensuite confirmé l'ancrage local de la rencontre. Organisée du 23 au 29 juin, elle avait été lancée sur le terrain de l'Alliance franco-malienne de Mopti. Le programme mentionnait l'ouverture d'une foire artisanale d'exposition et le début d'une formation en poterie. Le thème retenu portait sur « La culture comme moteur de résilience et d'autonomisa-

tion des femmes en période de conflit ». Ces précédents donnent des repères sur le contenu attendu en 2026, même si la programmation complète doit encore être précisée par les organisateurs. La semaine culturelle devrait, selon les premières indications, réunir des artistes, artisans, créateurs, troupes et acteurs culturels de la région autour de prestations, d'expositions, de rencontres et d'activités de promotion des savoir-faire locaux. Mopti occupe une place particulière dans le paysage culturel malien. La ville est connue comme un carrefour entre plusieurs communautés et traditions, notamment peules, bozos, songhaïs, dogons et touarègues. Son port, ses marchés, ses métiers artisanaux, sa musique et ses récits populaires nourrissent une identité régionale fortement liée au fleuve et aux échanges. L'événement intervient aussi dans une région marquée ces dernières années par l'insécurité, les déplacements forcés et les tensions communautaires. Les organisateurs des éditions passées avaient déjà inscrit la culture dans les thèmes de la paix, de la résilience et du développement. L'édition 2026 sera donc très suivie à travers son programme effectif, les participants retenus, les lieux d'activités et les résultats attendus, pour les artistes comme pour le public. La manifestation est très attendue puisqu'elle constitue déjà la quatrième édition, faisant d'elle une tradition bien installée dans le temps et dans l'espace. ■

INFO PEOPLE

SOULEYMANE DEMBÉLÉ : RENDEZ-VOUS À SAINT-CLOUD



Le percussionniste malien Souleymane Dembélé se produira avec le groupe Zimawe les 13 et 14 juin 2026 au Domaine national de Saint-Cloud, en France, dans le cadre de la 20ème édition de Concerts et Jeux d'eau. Ancien du Ballet national du Mali et fondateur de Percussions 2000 à Bamako, il est présenté dans la programmation parmi les artistes invités à ce rendez-vous consacré aux musiques du monde. Les concerts sont annoncés le samedi 13 juin à 15h15 et le dimanche 14 juin à 16h45. Le programme associe prestations musicales et animations dans les jardins du domaine.



FATOUMATA DIAWARA : MASSA EST LÀ



Fatoumata Diawara a sorti le 5 juin 2026 Massa, un nouvel album produit avec Matthieu Chedid, dit M. Ce quatrième album studio, après Fatou, Fenfo et London Ko, compte douze titres. Plusieurs extraits de Fala, orphelin en bambara, dont le clip officiel, réalisé par Milkit Film Studio, a été diffusé sur YouTube, ont été présentés dans le cadre de la promotion. Massa réunit des chansons portées par la guitare, la voix et des arrangements mêlant sonorités mandingues, pop et folk. L'album est disponible sur les plateformes numériques et s'inscrit dans l'actualité musicale internationale de l'artiste malienne.

Journal du Mali L'hebdo

Directeur de publication : Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Rédacteur en chef : Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction : Ramata DIAOURÉ

Rédaction : Mohamed KENOUI - Fatoumata MAGUIRAGA - Ibrahim BABY

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse. Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité.**



20 28 00 00
www.afribone.com

